Lundi, 10 septembre 1849. EDITION DU MATIN. 1er année. — N° 98.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

JOURNAL QUOTIDIEN.

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois.
PARIS. . . .	24 fr.	12 fr.	6 fr.	2 fr. »»
SEINE. . . .	28 »	14 »	7 »	2 50
DÉPARTEMENTS .	32 »	16 »	8 »	3 »»
ÉTRANGER . .	32 »	16 »	8 »	» »»

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

L'UN DES RÉDACTEURS GÉRANT : ALPHONSE HERMANT.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ANNONCES.

Une à neuf fois dans un mois, la ligne. .	» fr. 80 c.
Dix fois dans un mois.	» — 50
Réclames.	2 — »»
Faits divers	3 — »»

Les manuscrits déposés ne seront pas rendus. — Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé à M. Eugène CARPENTIER.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Impr. centrale des Chemins de fer de NAPOLEON CHAIX, r Bergère, 20

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(*Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 24 mai 1848.*)

POLITIQUE GÉNÉRALE.

PARIS, 9 SEPTEMBRE 1849.

DU CRÉDIT DANS SES CONDITIONS MORALES (1).

Un épicier qui négligerait les affaires de sa petite maison de commerce pour fréquenter les clubs où l'on discute les questions morales et politiques, perdrait bientôt tout crédit auprès de ses fournisseurs. Un représentant du Peuple le perdrait également s'il établissait une boutique, s'il employait, à faire valoir sa marchandise et à s'attirer les chalands, cette éloquence et ce savoir-faire qu'il doit mettre au service des intérêts nationaux. Et quelle opinion aurait-on, financièrement parlant, d'un maréchal de France qui se ferait courtier marron? Supposez ce dignitaire militaire, dont on a lu le nom dans les bulletins de la République, décoré sur les champs de bataille par l'empereur lui-même, s'agitant maintenant dans les coulisses de la Bourse, propageant avec joie et d'un air de triomphe des nouvelles sur les victoires des Autrichiens. Son agent de change, en le voyant agir ainsi, commencerait le premier à se défier de la solidité de son crédit. Une telle conduite de la part de notre maréchal supposerait un dérangement dans ses facultés morales ou intellectuelles. Il y aurait là, dans l'opinion de l'agent de change, un motif pour réunir, dans l'intérêt du malade, un conseil de famille.

Ce que nous avons dit des individus peut bien s'appliquer à des nations. Si le royaume de Belgique, si la république de San-Marino ou celle des États-Unis du nord de l'Amérique se croyait appelée à agir politiquement et moralement sur le monde; si, dans cette conviction, les états purement commerciaux dont nous parlons sacrifiaient leurs petites affaires à la grande affaire qui préoccupe l'Europe, leur crédit en souffrirait. Et au contraire, l'empire de Russie et la nation française compromettraient leur crédit financier en adoptant la politique ordinaire de petits états purement commerciaux. C'est ce qui arriva chez nous lors de la révolution de 1830. Le commerce s'était alors emparé de la direction des affaires; il n'appréciait la nouvelle situation de la France qu'au point de vue commercial. Les papiers baissaient à la Bourse. Le commerce eut peur, il crut que la baisse provenait de la peur.

Et de quoi la France d'alors pouvait-elle avoir peur, si ce n'est de l'étranger? On établit dès ce moment en principe que notre crédit dépend de la manière dont nous nous comportons à l'égard de l'étranger. On se servit de l'influence de M. Lafitte pour ériger en principe la non-intervention; mais l'inexorable destin intervint à son tour. Lafitte, ainsi que presque tous les banquiers et commerçants français ses complices, périrent victimes de leur politique de boutiquiers.

Survint une autre génération de commerçants, plus aveugle et plus égoïste que celle à laquelle elle succédait. Ce n'est plus assez que de ne pas intervenir dans les affaires de l'étranger : on espère l'amener à intervenir dans les nôtres. Le crédit qui dépendait de nos rapports avec l'étranger est mis à sa merci; on le déclare presque officiellement.

Et pourtant l'étranger, malgré tous les sacrifices qu'on lui a faits, ne daigne même pas affermir notre crédit. Il n'aurait pour cela qu'à tendre amicalement la main à nos partisans de la paix à tout prix; il n'aurait qu'à promettre que ce *statu quo*, qu'il maintient avec tant d'efforts en Pologne, en Italie, en Allemagne, il en laissera jouir la France. On sait ce que nous avons fait pour obtenir cette promesse : l'étranger nous la refuse toujours; il se défie de la France; il ne croit pas à la durée du système gouvernemental actuel; il laisse voir à chaque moment son mauvais vouloir pour nous, et il n'a qu'à continuer ainsi pour inquiéter notre commerce et rendre à jamais impossible toute organisation du crédit.

La France se méfie de même de la durée de l'ordre de choses actuel. Elle a le sentiment de sa haute position en Europe; elle connaît les immenses forces matérielles dont peut disposer son gouvernement, et elle se voit condamnée à l'inaction. Cette inaction, cette nullité politique, comment les expliquerait-on? Notre nation, en apparence si puissante, serait-elle travaillée d'un mal intérieur et mystérieux, que notre gouvernement connaît seul et qu'il ne nous révèle pas, sans doute pour ne pas nous effrayer ?

L'histoire de la révolution et de l'empire nous apprit à ne pas craindre les forces militaires de l'Europe entière. Que peut donc craindre notre gouvernement ? L'Autriche, la Prusse et la Russie sont-elles en possession d'une force d'invention nouvelle, inconnue au temps de la Convention et de l'Empire? Cette force de quelle nature est-elle ?

Voilà ce que tout le monde sent vaguement. Voilà la source de l'inquiétude publique qui empêche l'établissement du crédit chez nous et en Europe.

Il n'y a en Europe qu'une seule maison de commerce dont le crédit ne coure aucune chance ; seule elle est maîtresse de produire des hausses et des baisses sur toutes les places du monde, et dispose par conséquent de toutes les fortunes financières ; elle est plus forte que la maison Rotschild : c'est la maison Romanow. Les moyens qu'elle emploie pour maintenir son crédit sont les seuls qui aient de nos jours une véritable valeur commerciale. Ces moyens sont les fusils et les vaisseaux. Les légitimistes commencent à comprendre cette vérité. Ils ont baptisé le représentant de leur système du droit divin et de la légitimité du nom de CRÉDIT. C'est, comme on voit, une idée morale liée à une idée financière ; l'une sert de garantie à l'autre. Cette idée est armée. Les légitimistes représentent leur futur crédit bien dûment cuirassé : ils ont raison ; le crédit doit savoir se défendre. Ils espèrent sans doute l'armer un jour d'un fusil. Le crédit doit savoir attaquer.

Ceux qui crient « pas de fusils ! » ne savent peut-être pas que ce cri signifie en même temps « pas de crédit ! »

(1) Voir le n° du 8 septembre.

La lettre du président à M. Edgar Ney vient de faire comprendre au public les conséquences qui devaient infailliblement résulter du fait de cette déplorable expédition de Rome. Les fruits de cette mauvaise action, conseillée par les réactionnaires légitimistes et orléanistes, leur seront personnellement amers. La guerre générale qui peut en sortir alarme leurs intérêts et déjoue leurs projets. Ils le sentent, aussi poussent-ils les hauts cris dans leurs journaux contre l'intempestive envie qui vient de prendre au premier magistrat de la France de se montrer enfin Français.

Il est telle feuille légitimo-religieuse qui, après avoir platement adulé l'élu du 10 décembre, et l'avoir applaudi des faussetés, des lâchetés, des déclarations jésuitiques de son ministère, en vient aujourd'hui à dire que la lettre de M. L. Bonaparte, datée de l'Elysée, semble avoir été écrite à Strasbourg ou à Boulogne.

Quant à l'*Assemblée nationale*, elle ne déguise pas sa colère sous de grandes phrases pieusement hypocrites, à la façon de l'*Univers*; elle a l'impudeur de sa franchise : « Tout ce qui a été fait, dit-elle, pour conserver la paix en Europe est compromis; on doit savoir à Paris que la première condition *imposée par l'empereur Nicolas, c'est le rétablissement des souverainetés dans toutes leurs prérogatives.* »

C'est net et menaçant comme toute parole qui se sent appuyée sur une armée de cinq cent mille hommes. L'*Assemblée nationale*, comme on sait, nous fait de temps à autre le dénombrement des forces russes. Ainsi, voilà la France bien et dûment avertie sur les conséquences d'une condition d'ordre européen *imposée* par l'empereur Nicolas et qui ne serait pas *observée*. Or, l'attitude nouvelle que semble vouloir prendre le gouvernement de la République dans la question romaine est une flagrante violation de cette condition si impérieusement *imposée*. Que fera la Russie, si la France ose lui désobéir? Il n'est plus temps de se nourrir de folles illusions sur la conduite que tiendra le tzar en présence des nouvelles complications qui surgissent à Rome. Le prince schismatique accourra contre la France soutenir les prétentions temporelles du prince catholique, car son but est, avant tout, le rétablissement *des souverainetés dans toutes leurs prérogatives.*

D'ailleurs il veut rétablir l'ordre dans l'occident de l'Europe; il ne demande que l'occasion d'y venir combattre la *révolution;* au besoin, il l'a declaré, et l'*Assemblée nationale* nous le répète à satiété, il viendrait faire la police à Paris... L'action suit de près la menace chez le grand justicier de l'autocratie. Il ne perd pas les heures et les jours, lui, en promesses outrageusement violées, en verbosités parlementaires comme MM Barrot et consorts. Ce qu'il avance il l'effectue; ses troupes ont déjà aidé l'Autriche à écraser la nationalité hongroise; ses succès l'enhardissent, il marche vers l'Occident, il menace la Suisse; il ne désarme pas, tant s'en faut! et les feuilles russes de Paris ne nous le laissent pas ignorer.

Cependant toutes les indiscrétions intéressées de ces feuilles, qui écrivent pour effrayer les trembleurs de la paix à tout prix, ne nous épouvantent pas. Celui qui ne sait pas reculer devant le danger dédaigne de le braver. Nous n'aimons pas la guerre pour la guerre, mais quand l'honneur de la France est en jeu nous disons qu'il est de son devoir de l'accepter. Ses principes, ses engagements moraux envers les peuples, les bravades et les jactances de l'étranger, tout doit la décider à relever son drapeau que la réaction a laissé humilier. M. le président de la République l'a compris; il a compris qu'il fallait enfin mettre un terme aux excès liberticides que se permet le gouvernement clérical à l'ombre des baïonnettes françaises.

Quant à la forme de la lettre du président, forme inconstitutionnelle s'il en fut, nous n'y insisterons pas; nous tenons beaucoup à la forme, mais encore plus à l'esprit. Dans cette protestation bien tardive, il est vrai, mais ferme et digne, nous trouvons des paroles françaises, un véritable mouvement français et nous y applaudissons. Nous voulons y voir le signe d'une résolution virile, d'une politique nouvelle et toute nationale.

Les intentions de la France ne peuvent être suspectées ; son gouvernement a fait au maintien de la paix des concessions que nous nous dispensons de qualifier. On lui rendra cette justice qu'elle a donné des gages d'une patience à toute épreuve à l'Europe absolutiste. Elle a usé de tous les moyens de conciliation; ces moyens pacifiques ne lui ont valu que des railleries et un surcroît d'impertinentes exigences. Qu'elle y renonce donc! qu'elle tranche par l'épée le nœud gordien de sa politique extérieure.

Ne récriminons pas; faisons seulement comprendre aux égoïstes du *st tu quo* que les difficultés qui surgissent aujourd'hui plus menaçantes pouvaient être facilement résolues dans les premiers mois qui suivirent la Révolution de février.

Mais la sollicitude de la Constituante et celle des hommes qui avaient alors la direction des affaires se sont constamment tournées d'un seul côté ; ils n'ont

---

FEUILLETON DE LA TRIBUNE DES PEUPLES

DU 10 SEPTEMBRE 1849.

SOUVENIRS DIPLOMATIQUES (1).

Comment l'Angleterre et la Russie font leurs affaires en Asie. — L'avènement au trône de Perse de Mohammed Chah le Kadjar. — Journal tenu sur les lieux en 1834.

XXII.

Village de Saïnkalé, 28 octobre.

Un des fonctionnaires du feu roi arriva avec des lettres du prétendant. Je donne ici la tradition littérale de celle qu'il a écrite au chah. Elle est signée en haut *prérogative royale*, et le seing c'est-à-dire l'inscription du sceau ne contient que les mots SULTAN ALI CHAH. Voici le texte : « Mon fils bienheureux, mon héritier présomptif, rassure-toi... De même que tu avais été désigné pour succéder à l'héritage du monarque décédé, tu me succéderas aussi pourvu que tu t'empresses de reconnaître mon règne. Ma volonté n'est point de te priver de tes droits au trône de Perse; tu y parviendras après moi, j'en prends à témoins les deux puissances étrangères dont les représentants sont auprès de toi, et notre propre ministre des affaires étrangères. Oui, tu es notre héritier présomptif et personne autre que toi ne saurait le devenir en Perse. Ces quelques mots de notre firman, fidèle interprète de notre volonté, peuvent être communiqués aux deux puissances en question; ils leur témoigneront de la pureté de mes intentions à ton égard et tu peux leur remettre ce document pour servir de preuve en cas de besoin. Porte-toi bien, salut! »

Si le porteur de cette lettre n'eut pas les oreilles coupées et les yeux crevés pour s'être chargé de la remettre, il doit remercier le kaïmakam, son oncle maternel. Pour toute réponse le chah fit renvoyer la lettre aux ambassadeurs.

Pendant tout le trajet nous accompagnions le chah dans son cabriolet à deux roues. Les guides, nouées par le bout et jetées à ses pieds, n'étaient point nécessaires, attendu que le cheval était conduit par la bride par le maître des écuries royales, qui précédait le cabriolet. Le prince causait familièrement de ses projets d'avenir. J'ai hâte d'inscrire sur mes tablettes les principaux passages de sa conversation, pour voir un jour si réellement il réalisera les beaux rêves de sa jeunesse.

« Le gouvernement de Perse n'a, depuis longtemps, rien fait pour la commodité publique. Tous les caravansérails, sur les grandes routes de caravanes, datent du temps des Seldjoukides et des Séfis. Mon prédécesseur n'en a pas construit. Quelques marchands en ont fait raccommoder une douzaine, le reste tombe en ruines. Dans les provinces maritimes, l'état des chemins de communication est déplorable. Je veux envoyer une vingtaine de jeunes Persans en Europe pour les instruire ; il nous faut des ingénieurs, des fabricants, des géologues. Toutes les branches de l'industrie nationale se détériorent journellement et tombent une à une. Ce qui se fait péniblement sentir dans la plupart de nos provinces, c'est le manque d'eau. Derrière les montagnes qui avoisinent nos principales villes, il y a de l'eau en abondance. En les faisant percer en trois endroits : près de Cazbine, près d'Ispahan et près de Chiraz, on pourrait faire descendre sur les plaines aujourd'hui arides des rivières, et par ce moyen peupler le désert de milliers de villages. Notre trésor est bien pauvre pour obvier à toutes ces dépenses, mais avec de l'économie, et faisant tous les ans un peu, on peut y parvenir.

» Si Dieu me donne de la santé, je me propose de laisser après moi ce souvenir à ma patrie. Je tiens encore à l'accomplissement d'un vœu : c'est de faire élever une grande ville sur le golfe d'Astarabad. C'est la meilleure partie de la mer Caspienne; sa côte, revêtue de forêts de chênes offre de quoi faire des flottes, le commerce n'a pas de meilleure communication que de ce côté-là. C'est le plus chéri de mes rêves d'enfance. Vous savez qu'Astarabad est le sol natal de la tribu des Kadjars, berceau de notre dynastie; je suis le troisième de ma race, et aucun de nous n'a encore rien laissé pour perpétuer la mémoire de notre règne en Perse qui passera comme tant d'autres (1).

Cette conversation, palpitante d'intérêt, fut souvent interrompue par des députations des villages et des tribus nomades qui venaient se ranger sous les drapeaux de Mohammed Chah. J'ai remarqué entre autres Sefer Ali-Khan, chef de la tribu de Djélilévend. Il racontait qu'ayant rencontré un détachement de cavalerie d'Imam-Verdi-Mirza, il l'avait mis en déroute. Ce prince lui écrivit une lettre pleine de menaces, il la déchira en présence du messager, et lui en fit avaler les morceaux. La nuit suivante la maison du khan fut saccagée de fond en comble et sa femme livrée à la brutalité de la soldatesque. Sefer Ali-Khan priait le chah de venir lui-même laver l'affront dans le sang des coupables.

XXIII.

Ville d'Ebehr, 29 octobre.

Le chef des eunuques Ménoutchehr-Khan, plus connu sous son titre de Moéttemid-Doulète, vient d'arriver dans notre camp. L'arrivée de ce renégat géorgien, le plus riche et l'un des plus influents hommes d'état de la Perse, vaut bien une armée. Il a apporté au chah 30,000 tomans (360,000 fr.) et douze cents cavaliers bien montés. Une bonne parte des chefs des tribus nomades de Cazbine, sur l'assistance desquels le prince Imam-Verdi Mirza comptait beaucoup, ont déjà passé de notre côté. J'ai entrevu aujourd'hui le kaïmakam, entouré d'une foule de khans et d'une députation de mollahs envoyée par le prince. Il y a beaucoup de mouvement et de gaîté dans le camp.

Nous passons la nuit aux environs d'Ebehr. Il y a plus de 12,000 hommes et près de 13,000 quadrupèdes dans le campement. On nous en promet trois fois autant avant d'arriver à Téhéran.

30 octobre.

Décidément, Iman-Verdi-Mirza ne veut pas se battre. En désespoir de cause, il ne pense qu'à sa sûreté personnelle, et c'est dans ce but qu'il nous a envoyé une députation de prêtres. Le kaïmakam l'a reçue très poliment et les a longuement entretenus sur différents sujets de théologie. Deux ou trois fois les mollahs voulaient parler politique, mais le ministre a coupé court en disant que les Européens se connaissaient en diplomatie mieux que les asiatiques, et qu'il valait mieux s'entretenir là-dessus avec les ambassadeurs présents dans le camp.

Les seigneurs persans aiment la dépense, qui, en général, va au delà de leurs recettes. Ils tiennent beaucoup à paraître riches et généreux. Leurs habits de voyage sont souvent plus coûteux que ceux qu'ils portent ailleurs. Il leur faut avoir non seulement de beaux chevaux de selle, mais aussi de belles bêtes de somme. Les mulets portant la garde-robe de Ménoutchehr-Khan, très richement harnachés et couverts de housse de drap fin brodé en soie, sont tous issus de juments arabes ; ils en ont retenu l'élégance délicate des pieds et de la tête, qui contraste singulièrement avec le développement des autres membres et la largeur des poitrails de ces robustes quadrupèdes. Ils sont évalués à 800 fr. chacun, excepté celui qui marche à la tête de la file et qui, aux yeux des amateurs, est au delà de tout prix pour la perfection des formes. Il n'a point de bât. Son devoir est de conduire ses camarades ainsi que de les avertir, au moyen de sa sonnette et de ses grelots, quand il faut s'ar-

(1) Voir les nos des 1er, 2, 5, 6, 8 et 9 septembre.

(1) Aucune de ces nobles pensées n'a reçu d'exécution. Le percement de la chaîne d'Alburz, évalué à 6,000,000 de francs, reste à l'état de projet. Dernièrement on a découvert de riches houillières aux environs d'Astarabad, qui, tôt ou tard, passera à la Russie.

fait face qu'à ce qu'ils appelaient les périls de l'intérieur, c'est-à-dire aux ambitions ou aux idées qui menaçaient leur pouvoir; ils ont effrayé la bourgeoisie, ils ont armé la France conservatrice contre la France révolutionnaire. Cependant devaient-ils perdre de vue les manœuvres des ennemis-nés de la France, des ennemis des idées et des principes dont elle est la vivante et la plus haute incarnation? Pour n'avoir pas osé mesurer le danger en face, pour avoir ajourné les questions qu'il fallait décider sur l'heure, ils ont laissé à nos adversaires, que le vent de la révolution avait secoués de leurs trônes, le temps de se reconnaître, de se grouper, de former contre nos alliés et contre nous, par conséquent, la néo-sainte-alliance de l'autocratie.

Qu'était-ce en effet que cette coalition concertée entre la Russie, la Prusse et l'Autriche et dont nos hommes du pouvoir ne voulaient pas se préoccuper, sous l'égoïste prétexte que le but de ces puissances n'était que de *rétablir l'ordre* dans leurs états respectifs. Était-ce à la seule Italie, à la seule Hongrie, à l'Allemagne seule que pensaient les défenseurs de l'absolutisme. Les faits, désormais, parlent-ils assez haut? Ne nous payons donc plus de vaines protestations de bon vouloir à l'égard de la République. Il n'y a pas de sympathie possible entre le vieux monde et le monde nouveau. Nous devons savoir à quoi nous en tenir maintenant ou jamais sur les secrètes pensées des restaurateurs couronnés de l'ordre; l'anarchie qu'ils ont été censés combattre chez eux et qu'ils aspirent aujourd'hui à venir combattre chez nous, c'est le progrès, ce sont les idées de liberté, de nationalité, de solidarité entre les peuples, toutes ces *nouveautés révolutionaires* qu'il est de l'intérêt de l'autocratie d'étouffer au plus tôt dans leur foyer même, c'est à dire dans cette France, la mère des mauvais principes et des mauvais exemples.

Maintenant que l'Europe absolutiste est débarrassée de ses ennemis immédiats (elle appelle ainsi ses sujets) et qu'elle peut soutenir de son influence diplomatique ou de ses armes les prétentions séniles de la camarilla cléricale, celle-ci élève la voix et se montre plus que jamais entêtée de ses vieilles traditions de despotisme politique et religieux.

Est-ce sur Naples, est-ce sur l'Espagne que compte le parti clérical romain ponr résister à la France? Non, évidemment! mais il a dû songer à l'Autriche et surtout à la Russie dont le czar a déclaré vouloir rétablir les souverainetés dans toutes leurs prérogatives.

C'est donc avec l'Autriche et la Russie que la France doit avoir affaire d'un instant à l'autre; c'est donc la guerre, une guerre générale que doit nous amener cette fatale expédition de Rome.

Puisqu'il fallait en venir là tôt ou tard, nous le demandons aux hommes de la paix à tout prix, n'est-il pas à regretter que l'on ait tant attendu? De nos alliés naturels la plus grande partie est déjà tombée; le reste est découragé, plein de doutes sur l'avenir. Hélas! nous avons su promettre, nous n'avons pas su tenir; le temps perdu est déplorablement perdu pour nous: la situation de l'Europe démocratique n'est plus celle qu'elle était après Février.

Toutefois, s'il est tard pour agir, nous sommes loin de penser qu'il soit trop tard. Il n'est jamais trop tard pour faire son devoir, pour livrer le combat des nationalités contre l'autocratie. D'énergiques efforts, une promptitude d'action égale à notre inertie passée, et nous aurons bientôt reconquis le terrain perdu. La France est habituée à réparer rapidement ses fautes: son histoire l'atteste. D'ailleurs, elle a pour elle Dieu et le bon droit des Peuples.

LES INTRIGUES (1).

IV.

LES ORLÉANISTES.

Ils veulent donc nous ramener leur vieux roi ou quelqu'un des siens. Qu'y gagnerions-nous? De nouveaux scandales, de nouveaux trafics de places; de nouvelles dilapidations des finances; des hontes de plus pour le drapeau français; sur une plus grande échelle, l'exploitation du prolétaire: voilà tout!

La France n'en veut plus.

Le 22 février, nous avons crié: RÉFORME OU RÉVOLUTION! Le chef des orléanistes a préféré la Révolution: que veut-il maintenant?

Nous savons bien que les affaires ne se font pas, nous n'ignorons pas que la Banque restreint ses escomptes; les orléanistes n'ont que faire de nous le répéter sans cesse; mais ce qn'ils ne disent pas, la vérité, c'est que les causes de la stagndtion des affaires, du commerce, de la banque, ont une source unique: le mauvais vouloir des faiseurs d'affaires et des banquiers.

Ces messieurs veulent que le Peuple travailleur souffre, afin de lui faire regretter les Orléans. Nous n'avons donc qu'un moyen d'échapper à cette contrainte: c'est de nous passer des faiseurs d'affaires et des banquiers. Eux seuls font le mal: qu'ils disparaissent et le mal disparaîtra.

La plaisante chose, si la France allait faire amende honorable pour la révolution de février! Comme ce revirement ferait bien pour l'influence française! Il ne manquerait plus que le pays assemblé n'envoyât à M. Pritchard des ambassadeurs pour lui demander pardon de ses épigrammes.

Nous nous souvenons des scandales de la dynastie d'Orléans; si les Bourbons aînés considéraient et traitaient la France comme leur ferme, les Bourbons cadets, eux, considéraient et traitaient notre patrie comme un fond de commerce dont le bail serait à courte échéance: ils en tiraient tout ce qu'ils pouvaient sans se préoccuper de l'avenir. Pour eux, l'avenir se réduisait à quelques années d'exploitation. Ils avaient des associés, des co-associés, des commanditaires; c'étaient les censitaires à deux cents francs. Entre eux et les Orléans il y avait tacitement un traité de commerce dont les bases étaient l'exploitation de la France. Les censitaires avaient droit aux places, aux croix, aux travaux publics, aux emprunts; en échange ils envoyaient à la chambre des députés une majorité servile.

Comment voulait-on que Louis-Philippe modifiât la loi électorale? y consentir c'était rompre le pacte sur lequel reposait toute la politique orléaniste. Louis-Philippe préféra courir les chances du combat. Or, ce combat fut une révolution.

Maintenant on nous propose de remettre cet homme à la tête de la nation! Ah! nous comprenons quelles pertes ont faites les conservateurs du dernier règne; nous comprenons que, ne pouvant obtenir de la République les avantages qu'ils avaient sous Louis-Philippe, ils cherchent à faire regretter le passé en attendant qu'ils nous le rendent; mais le Peuple français qui souffre et qu'on exploite, le Peuple français se le rappelle ce passé, et pour assouvir sa faim du moment, nouvel Esaü, il ne vendra pas son avenir pour un repas.

Que les héros du 3 et du 5, que les chevaliers de la *prime* et du *report*, que les trafiquants d'influence se le tiennent donc pour dit: la France ne veut plus de ce passé immonde; elle souffre, c'est vrai; mais que ceux par qui elle souffre perdent leurs illusions: ils ne feront pas capituler la Démocratie!

(1) Voir les numéros des 6, 8 et 9 septembre.

La *Presse* se livre ce matin, pour la centième fois, à un laborieux rapprochement de documents officiels ou non officiels sur l'expédition d'Italie. Elle compulse et cite tous les discours de tribune, toutes les notes diplomatiques, toutes les lettres intimes ou publiques; elle reconstruit la série des dates, elle égraine comme un chapelet tous les faits accomplis, toutes les paroles prononcées: et à quoi aboutit cette anatomie microscopique de la question?... A prouver l'inconséquence du gouvernement et l'impéritie de ses agents, les incertitudes, les biaisements, les contradictions de notre politique: facile besogne en vérité, et qui demande des efforts moins savants et moins longs! Besogne qui touche au ridicule, quand on considère qu'elle s'acharne sur un gouvernement composé des débris vermoulus de la Révolution, sans cohésion et sans pensée commune, également en dehors de la tradition et des voies de l'avenir, et qui tournoie, privé de gouvernail, suivant le choc furieux des partis.

Mon Dieu! que la *Presse* dépense donc moins d'encre et de génie à mettre le gouvernement dans son tort, à montrer ce qu'il ne fallait pas faire, et qu'elle dise un peu mieux ce qu'il fallait et ce qu'il faut faire.

« *Rien*, » répond doctoralement la feuille anatomiste. « Il ne fallait pas intervenir. »

Rien! voilà qui était facile et qui ne dema dait, en effet, ni cœur, ni intelligence, ni courage. Mais alors que se serait-il passé, voyons? La République romaine était-elle sauvée pour autant? L'Autriche n'envahissait-elle pas de par le droit de la guerre les Etats romains, qui avaient envoyé un corps de volontaires en Lombardie? Naples et l'Espagne n'accouraient-ils pas des autres points de l'horizon?..,

Répondez: ces éventualités n'étaient-elles pas certaines?..., Que nous importe, répliquez-vous. — Ah si, il vous importait; car nous nous rappelons quelle guerre de plume vous livriez à la jeune Italie, comme vous railliez ses efforts, comme vous méprisiez son courage, et quelles invectives surtout vous lanciez contre le noble Mazzini....

Donc, et c'est là de la logique non moins impitoyable que la vôtre; donc, *ne rien faire* équivalait dans votre pensée même à abandonner l'Italie aux armées absolutistes, à laisser les Autrichiens et les Napolitains accomplir la restauration papale dans toute sa splendeur!

Voilà le dernier mot de votre politique italienne dans le passé.

Et aujourd'hui, que dites-vous? que croyez-vous? que prophétisez-vous?

La lettre du président, le seul acte avouable dans sa politique depuis le 10 décembre, le seul dont le nom qu'il porte et dont le pays qu'il gouverne puissent accepter la solidarité: la lettre du président, vous écriez-vous avec effroi, *rend imminente une guerre européenne!*

Eh bien nous, nous prétendons que la politique exprimée dans cette lettre, si on a le courage et la franchise de la suivre, est précisément ce qui sauvera l'Europe de la guerre.

La paix, en cédant aux plus ténébreuses exigences du despotisme sacerdotal, cette *paix à tout prix* ne ferait qu'amener une conflagration prochaine à moins que nous ne voulussions nous laisser traiter avant six mois, par les lieutenants de l'autocrate, comme les trois cardinaux traitent en ce moment le peuple romain; comment ne le voyez-vous pas, politiques aux vastes regards?

Une attitude ferme et libérale à Rome nous rend au contraire une partie du terrain perdu, et éloigne les chances de guerre, si elle ne les anéantit pas. Qui nous disputera désormais notre influence en Italie? Est-ce l'Autriche? Vous savez bien qu'elle ne le peut pas? Est-ce la Russie? Elle est trop loin pour arriver à temps, quand même elle le voudrait, sur le théâtre de la lutte; d'ailleurs les calculs de son ambition et de sa politique tournent trop puissamment aujourd'hui Nicolas d'un autre côté pour qu'il songe à nous inquiéter en Italie.

Après tout, si la République couarde et honteuse est menacée par tous les despotes, qu'elle essaie un instant d'être fière et intrépide, et on verra ce qu'en penseront ses ennemis: *la crainte du maître*, dit l'Écriture, *est le commencement de la sagesse*.

En résumé: la *Presse* prophétise en ce moment la *guerre*: nous, nous prophétisons la *paix*: l'avenir décidera.

Nous fournirons dès à présent, à l'appui de notre opinion, un argument auquel M. de Girardin sera particulièrement sensible: Hier *les fonds ont monté à la Bourse...*

Nous lisons ce soir dans la *Patrie* cette note significative avec l'indication « *communiqué* »:

« Plusieurs journaux ont prétendu que M. le ministre de l'instruction publique et des cultes avait quitté Paris, en raison d'un désaccord profond qui s'était élevé entre lui et les autres membres du cabinet, à l'occasion de la lettre de M. le président de la République au colonel Ney. Ces journaux sont mal informés. M. de Falloux assistait, avant son départ, au conseil des ministres auquel M. le président a communiqué sa lettre; M. de Falloux a donné à cette lettre la plus entière approbation.

Il Tempo, journal ministériel de Naples, publie un article duquel il résulte que le roi Ferdinand n'est pas du tout décidé à conserver la constitution, qu'il verra plus tard, d'après ce qui se passera en Piémont, s'il y a quelque chose à faire.

Il paraît que le Bourbon napolitain n'est pas encore rassasié de sang.

On écrit de Madrid:

M. Bravo Murillo a été nommé définitivement ministre des finances. M. Seijas Lozano le remplace au ministère du commerce et des travaux publics.

LES CONSEILS GÉNÉRAUX.

Aujourd'hui que la plupart des Conseils généraux ont terminé leurs sessions, nous avons à apprécier leurs travaux et à porter un jugement sur le plus ou moins d'opportunité des vœux qu'ils ont émis.

Si on se le rappelle bien, les royalistes de toutes les couleurs avaient mis un grand espoir dans les délibérations de ces conseils départementaux. En effet, les membres de ces conseils, nommés exclusivement par les cantons qu'ils représentent, sont tous à même d'exercer leur influence électorale, et beaucoup de petits *marquis* et de hobereaux de village sont encore très influents auprès des campagnards ignorants chez lesquels il suffit d'avoir une livrée et une place réservée dans l'église du village pour être regardé comme un homme transcendant. Or, il n'est pas de sujet fidèle de la branche aînée qui ne se trouve dans cette position.

Les journaux blancs s'étaient chargés de préparer l'opinion publique en demandant l'appel au Peuple, et nos gentillâtres devaient commencer la guerre en formulant le vœu de *révision de la Constitution* dans leurs Conseils généraux, où ils comptaient bien être assez forts pour entraîner l'opinion des autres membres.

Voilà la source de cette proposition faite dans presque tous les conseils généraux. C'était une tactique des chevaliers du lys qui comptaient par là peser sur l'Assemblée nationale, et la décider à remettre M. de Chambord en possession de *sa propriété*, de la France.

L'Assemblée constituante avait porté une grave atteinte au système reçu jusqu'à ce jour en matière d'impôt. Un hérétique, un jour, osa émettre dans son sein cet avis qu'il n'était pas juste de toujours faire payer le prolétaire, et que l'impôt sur les boissons devait être aboli. L'Assemblée se laissa entraîner et vota la suppression de cet impôt.

Mais la Bourse et les fidèles des Orléans ne pouvaient se résoudre à laisser entrer la France dans cette nouvelle voie.

Pour en revenir à cet axiome reçu chez nous, « *Que les riches ne doivent rien payer*, » ils mirent tout en usage pour faire décréter le rétablissement de cet impôt, et comme eux aussi, grâce à leur *influence pécuniaire*, comptent un assez grand nombre des leurs dans les conseils généraux, ils y formulèrent ce vœu: « Que l'impôt sur les boissons devait être rétabli. »

Telle est l'origine de cette seconde proposition qui préoccupe si vivement l'opinion publique depuis quelque temps.

Pour réussir plus sûrement, et malgré leur profonde antipathie, comme ces deux partis royalistes détestent cordialement la République, ils se décidèrent à faire cause commune pour le moment et à s'appuyer réciproquement; le gage de leur alliance devait être la demande de la *décentralisation administrative*.

De plns, les deux partis se concédaient mutuellement les petites choses, telles que les réparations de

---

rêter et quand il faut se remettre en route. C'est l'individu qui jouit de la plus grande considération, dans la caravane, après le muletier en chef. Les Orientaux ont remarqué la sympathie qu'ont les eunuques pour le mulet. Il y a un proverbe qui dit qu'un tel « se porte comme le mulet de l'eunuque » pour exprimer qu'il se porte à merveille.

XXIV.

31 octobre.

Dans la nuit on a envoyé l'artillerie prendre une position forte près du village de Siahdhéine; elle s'y est retranchée et a attendu l'arrivée du chah. Sir J. Kampbell est parti avec sir H. Bethune.

Ce matin, nous avons 31 degés Farenheit sous les tentes.

Dans le courant des dernières vingt-quatre heures notre cavalerie s'est augmentée de plus de 1,300 chevaux des tribus nomades qui campent dans les plaines de Cazbine.

L'ambassadeur de Russie est venu aujourd'hui dans la tente de Ménoutcher-Khan pour le féliciter de son arrivée; il y a trouvé le Hadji-Mirza-Albdulvéhab accompagné d'autres mollahs envoyés en députation de la part du prince Imam Verdi-Mirza. Le hadji a commencé par exalter le mérite et les moyens du prince dont il était mandataire. « En notre qualité de prêtres, et par conséquent d'amis de la paix, nous avons cherché à détourner S. A. de ses projets de conquête. Nous lui avons dit que, bien que les forces dont il dispose soient considérables et ses moyens de résistance puissants, il ne doit pas mépriser les conseils d'une députation aussi vénérée que la nôtre. «Souviens-toi, prince puissant et vénéré, qu'il vaut mieux conquérir un cœur que tout un empire. Rends-toi en personne dans le camp de Mohammed chah; nous y serons avant toi, afin d'implorer S. M. et de prier en même temps l'ambassadeur de Russie d'y préparer une réception due à ton rang élevé et à ton acte de soumission volontaire, dont tu auras donné l'exemple à tous les membres de la famille auguste du feu roi. »

Le Hadji et ses camarades, dans maintes disgressions, faisaient valoir l'importance du service rendu, à leurs risques et périls, disaient ils, parce que la majorité des chefs de tribus qui composaient l'armée du prince, optait pour la guerre. Voici la dernière période du discours du Hadji. «Le prince, qui nous écoutait avec une déférence respectueuse, *ne répondit rien*. Ce silence voulait dire, monsieur l'ambassadeur de Russie, que si vous eussiez garanti au prince l'inviolabilité de ses droits et de sa personne, il se serait empressé de venir ici déposer le tribut de ses hommages sur la poussière des pieds de S. M. le chah. »

Le général Simonich qui, jusqu'à ce moment, n'avait pris aucune part à la conversation, répondit que, la Russie et l'Angleterre ayant reconnu la succession au trône de Perse du fils aîné d'Abbas Mirza, selon la volonté expresse du feu chah, il n'y avait pas lieu de discuter ce point. Mohammed chah doit régner en Perse; il y régnera malgré les factions et les factieux. Si la députation des mollahs présents veut réellement le bien du prince qui l'envoie ici, elle devrait se hâter de lui dire qu'il s'empresse de venir demander pardon aux pieds du chah, son légitime souverain, sans hésiter, ni chercher une autre garantie que celle des sentiments de générosité et de clémence bien connues déjà de S. M. Quand on est coupable, on ne traite pas. »

Cette réponse, portée à droite et à gauche du camp sur les ailes de l'éloquence de Mirza Jussouf, plut beaucoup au roi. Il fit dire aux mollahs qu'il n'avait rien à ajouter aux paroles de l'ambassadeur de Russie, et qu'il les autorisait à les rapporter textuellement à leur prince.

XXV.

Village de Siahdéhine, 1er décembre.

Vers les sept heures du matin, je suis allé trouver le kaïmakam; il était dans son *alatchik*, ou petite tente en pain de sucre, dont la carcasse est faite en treillis, enveloppé de feutres moëlleux et par le milieu, ceinte tout autour d'une large bande richement brodée. Les turcomans s'en servent de préférence, et c'est un de leurs chefs qui la lui envoya en cadeau. Tout au milieu était un réchaud avec de la braise, à demi éteint; un domestique accroupi dessus soufflait de toute la force de ses poumons pour la rallumer. Malgré une ouverture placée dans la partie supérieure qui laissait pénétrer un peu d'air et de lumière, nous étouffions de chaleur, et nous remuions avec peine; car le plancher circulaire n'avait pas plus de quatre pas de diamètre. Le kaïmakam était en prière. La politesse veut que quiconque, trouve de bons musulmans occupés à faire leurs dévotions, entre sans dire mot ni saluer, mais s'assoie le plus loin possible, et attende silencieusement la fin.

La prière achevée, le kaïmakam prit le rosaire et demanda au domestique souffleur, son panetier, ce qu'il y avait dans l'office pour déjeûner «... Des betteraves...du beurre... du fromage... du lait caillé... etc. » A mesure que le panetier nommait tel ou tel autre objet, le maître fermait les yeux, invoquait le gendre du prophète « Ya-Ali », égrénait son chapelet et puis ouvrant au hasard le Koran, décidait d'après le sens du passage trouvé lequel des mets était préférable aux autres. Le résultat obtenu fut que les betteraves étaient aujourd'hui d'heureuse digestion, le fromage douteux et le lait caillé dans le cas de constiper pour longtemps tout mangeur assez téméraire pour ne pas se conformer aux avertissements de l'*istikharé*, car c'est ainsi qu'on appelle cette manière de tirer au sort.

Après tous ces préliminaires, faits dans le but de se conformer à la volonté de Dieu, même en mangeant, vinrent les affaires.

Il avait reçu pendant la nuit un courrier chargé de lui remettre un gros paquet de lettres de la part de l'officier commandant le parc d'artillerie d'Imam-Verdi-Mirza et des chefs de tribus nomades de Kurdbetché, d'Afchar et de Démavendi, qui priaient le ministre de les compter au nombre des sujets fidèles de Mohammed-Chah. Ils disaient que S. M. pouvait compter sur leur dévoument, et qu'ils s'empresseraient de venir eux-mêmes rejoindre le camp royal si le prince ne voulait pas les y conduire. Dans la lettre d'Emanullah-Khan, chef héréditaire des Afchars, on lisait ce passage: « La tente d'où je vous trace ces lignes m'a été donnée par le feu Abbas-Mirza; dites à son fils, aujourd'hui notre souverain légitime, que tant que la tête d'Emanullah-Khan reposera à l'ombre de cette tente, ni sa tribu, ni lui même ne trahiront la cause de ses bienfaiteurs. »

Le prince Imam-Verdi-Mirza avait aussi envoyé un de ses officiers en priant l'ambassadeur de Russie de venir l'accompagner chez Mohammed-Chah.

« Il n'y a aucune raison majeure de lui accorder cette distinction dont il aurait pu se prévaloir dans la suite, » remarqua judicieusement le kaïmakam. « Toutefois, si S. E. veut bien l'assurer par écrit qu'il peut venir sans qu'il lui arrive rien de désagréable, le chah de son côté donnera aux ambassadeurs sa parole sacrée de ne point attenter aux jours ni aux biens de prince. » Le général Simonich et sir J. Campbell consentirent, et lui expédièrent un courrier.

(*La suite prochainement.*)

—Le théâtre du Vaudeville donne, aujourd'hui lundi, ses trois nouveautés: le *Congrès de la Paix*, *Pas de fumée sans feu*, pour la rentrée de Mme Paul-Ernest, et *Sous le masque*. Ce joli spectacle finira par le *Troisième numéro de la Foire aux idées*.

— Au Gymnase-Dramatique, aujourd'hui, pour les dernières représentations de Bressant, qui part en congé le 15, *Quitte pour la peur*, délicieuse comédie de M. de Vigny; les *Sept billets*, la folie à la mode; *Gardés à vue*, un des meilleurs rôles de Bressant, et la *Famille Riquebourg*, de M. Scribe. — Samedi 15, la 1re représentation des *Représentants en vacance*, comédie-vaudeville en trois actes, jouée par Ferville, Tisserant, Geoffroy, Mlle Melcy, etc.

outes, les vœux pour l'adoption de la loi Falloux sur l'instruction publique, etc.

C'est donc dans l'adoption ou le rejet de ces trois propositions que se résume tout l'intérêt de la session de 1849, et c'est à ce point de vue que nous devons l'examiner.

D'abord, avant de juger les faits et leurs conséquences, il faut examiner leur raison d'être, et savoir si les conseils généraux avaient le droit de suivre le programme que quelques-uns de leurs membres s'étaient tracé.

A l'origine les conseils généraux avaient été institués pour délibérer sur les intérêts de leur département. Mais par suite de la complication, pour ne pas dire plus, des rouages de l'administration, on les autorisa à émettre leur avis sur la politique générale, en vue de l'intérêt de leurs localités.

Il y a loin de cette autorisation à la demande de la révision de la Constitution, et de la décentralisation. Attaquer en même temps les deux institutions fondamentales de la France c'était non seulement se mettre hors de la voie républicaine, mais encore se placer hors du droit commun et se rendre coupable d'attentat à la souveraineté du Peuple.

Maintenant, si on abandonne la question de droit pour examiner la question de fait, nous ne pouvons nous empêcher d'être sinon satisfaits, au moins bien rassurés touchant les forces de la réaction.

Les journaux les plus ardents, et qui chantaient victoire avant la bataille, se taisent aujourd'hui, ou se bornent à annoncer quelques faits isolés, et par cela même sans valeur. Les chefs de file de la réaction sont partout désorientés, et l'abattement est déjà au cœur de la plupart des serviteurs du trône et de la bourse.

En effet, ces fameuses propositions n'ont pu être faites dans la moitié des conseils en présence de l'attitude ferme et résolue des populations, et quoique l'élément républicain soit exclu presque partout de ces synodes de préfecture, il s'en trouve excessivement peu qui aient adopté les propositions qu'ont osé faire par ci par là quelques énergumènes du parti royaliste.

En tête de ces conseils généraux où la réaction marche la bannière haute nous devons mettre ceux de la Gironde et de la Somme. Le département de l'Aube aussi a pris en considération la demande de révision immédiate de la constitution.

Nous signalons encore à la reconnaissance de la réaction le conseil général du Pas-de-Calais et la proposition de M. Lantoine-Harduin, l'un de ses membres. La conduite de cet ancien représentant à la Constituante ne nous étonne pas, il fut un des légitimistes qui votèrent contre la constitution, et l'un des sectateurs les plus ardents de M. de Falloux.

Cependant, à part ces quelques exceptions et quelques autres faits isolés, si les conseils généraux n'ont pas été libéraux ils ont au moins déçu l'espérance de ceux qui les attendaient si impatiemment, et M. de Chambord et l'ex-roi Louis-Philippe doivent bien voir que le pays n'est pas si amoureux d'eux qu'ils le pensent.

Partout s'est élevé un cri de réprobation contre le rétablissement de l'impôt sur les boissons; les pétitions, arrivées de tous côtés contre ce projet, ont épouvanté les champions de l'orléanisme; aussi ces messieurs, comprenant que leur but était manqué, se sont-ils empressés de clore des sessions où avec tous les éléments de réussite, l'opinion publique pesait assez du dehors pour les faire rougir, eux qui n'avaient jamais rougi de rien.

Par contre, la demande de décentralisation a été laissée dans l'oubli, et à peine quatre conseils généraux en ont-ils fait mention.

Qu'on ne s'y méprenne pas pourtant, les conseils généraux sont l'élément le plus hostile à la consolidation de la République, et la chose la plus urgente serait d'en changer la base et la composition. L'élection par cantons des membres de cette assemblée laisse entièrement à l'influence du clocher leur nomination, et c'est une anomalie de laisser subsister cette influence pour les élections départementales, lorsqu'on a voulu les détruire pour la élections générales.

Tant que le peuple ne sera pas libre de suivre sa propre impulsion, nous devons nous attendre à voir les intrigants de tous les partis l'exploiter à leur bénéfice et se servir contre lui des armes qu'il leur aura accordées.

Au milieu de tous les désastres politiques qui ont frappé ou qui frappent tous les jours l'Italie, le Piémont offre un spectacle consolant. Là nous voyons un pays qui, loin de se laisser abattre par ses récentes défaites, semble, au contraire, y avoir puisé une nouvelle énergie.

Le peuple a donné, dans les élections, une immense majorité au parti démocratique; le peuple a senti que le Piémont, pour se relever des malheurs de Novarre, ne devait pas remettre le pouvoir aux mains des traîtres qui en étaient les auteurs; le peuple, toujours fort et intelligent, a écarté de sa main puissante les partisans de l'étranger.

La majorité du parti démocrate, dans la chambre des députés, est immense ; mais ce parti n'a pas abusé de sa victoire. Il s'est montré aussi conciliant qu'il a été ferme et modéré. Qu'il persévère dans cette voie, et bientôt le pouvoir viendra à lui.

La Lombardie obéit toujours en frémissant au joug de l'Autriche.

Venise, la noble, la grande Venise, est retombée sous le joug des oppresseurs de l'Italie. Mais Venise est une des mamelles de l'Autriche, et peut-être la main de fer de Radetzki ne s'appesantira-t-elle pas trop sur la reine des lagunes.

Parme et Plaisance, le duché de Modène, la Toscane elle-même, seront désormais en régie entre les mains des lieutenants du monarque qui trône à Vienne.

Dans les légations, les Autrichiens commettent tous les jours quelques actes de cette froide et naïve cruauté qui caractérise cette race. Les arrestations se font en masse, les exécutions sont fréquentes. Le plus souvent nous omettons les tristes détails que nous aurions à enregistrer pour ne pas attrister les regards de nos lecteurs.

Tout le monde sait maintenant la nouvelle tournure qu'ont prise les affaires de Rome. Au bout de deux mois d'occupation, terme un peu long, le gouvernement s'est aperçu que le pape voulait aller trop loin. Tous les décrets rétrogrades édités par la commission des cardinaux n'avaient pu lui ouvrir les yeux. Il a fallu que le nouveau ministre de l'intérieur, M. Savelli, auquel il serait injuste d'enlever cette gloire, osât à la face de la France, à laquelle il donnait le plus sanglant démenti, proclamer le décret le plus réactionnaire qui fut jamais.

Ce n'était pas assez de l'inquisition religieuse qu'ils avaient rétablie, il leur fallait encore à ces cardinaux l'inquisition politique. Si nous avions souffert que ce décret fût mis à exécution, c'était une honte éternelle pour la France. Il semble qu'on ne veuille pas aller jusque-là. Mais jusqu'où ira-t-on, et que résultera-t-il de la nouvelle attitude prise par notre ministère? Quant à nous, cet effort éclatant nous fait craindre quelque nouvel acte de faiblesse.

Naples et la Sicile sont toujours sous le coup des persécutions. Ferdinand ne veut pas démentir son passé.

PRUSSE.

BERLIN, 6 *septembre*.—Aujourd'hui commencent dans la seconde chambre les débats sur la question allemande. Il est hors de doute que la majorité approuvera le projet de l'union de l'Allemagne sous les auspices du roi de Prusse. Toutefois on s'attend à entendre des orateurs qui le combattent.

— On mande de Stettin, le 3 septembre :

« Plusieurs Cosaques ont franchi dernièrement les frontières de la Prusse, et se sont arrêtés dans le village de la Lithuanie prussienne Ontszwenten, pour chercher des armes et des munitions de guerre dans quatre maisons. On a chargé le commissaire à Tilsit d'informer sur cette violation du territoire prussien. »

— Un négociant de la ville d'Elberfeld a présenté à la première chambre de Berlin une plainte contre les autorités autrichiennes. Il les accuse de violer le secret des lettres, et il croit que ne sont pas seulement des motifs politiques qui les portent à cet abus, mais qu'ils y ont aussi un intérêt commercial pour être informés d'une manière peu coûteuse de tous les mouvements du commerce dans le Levant.

— Berlin a maintenant une population de 402,500 habitants.

POLOGNE.

KALISZ, 4 *septembre*. — Nos frontières sont toujours gardées avec beaucoup de sévérité. La poste prussienne elle-même est soumise à une visite qui dure ordinairement plus d'une heure. Un de ces jours, un monsieur et une dame qui venaient de Berlin, mais qui sont établis à Varsovie, voulaient passer la frontière. Après avoir visité leurs papiers avec toute l'exactitude possible on laissa la dame partir, tandis que son compagnon ne fut pas admis malgré son passeport visé par l'ambassade russe à Berlin. Pour aller plus loin il devra attendre à la frontière la décision de Varsovie.

— Les personnages les plus influents qui se trouvent maintenant à Varsovie, outre l'empereur et le grand duc, sont : le président des ministres, Wasilcrykow, le ministre de la guerre Adlerberg, le chancelier Nesselrode, les aides-de-camp Orlow, Tostoi, Benkendorf, le ministre Turkul, le général Bryn et l'ambassadeur russe à Berlin, Meyendorf. M. Rochow, ministre prussien, et M. Buol, ministre autrichien, s'y trouvent aussi.

— La *Ligue polonaise*, organisée dans le grand duché de Posen, se refuse à correspondre avec les autorités prussiennes en langue allemande. Son refus est fondé sur les déclarations antérieures du gouvernement. Elle déclare que la démarcation des deux nationalités, adoptée par Francfort et Berlin, n'est pas valable.

D'après la *Gazette de Silésie*, on n'espère plus sauver la vie du grand-duc Michel.

HONGRIE.

On ne sait rien de certain sur les chefs hongrois fugitifs. On assure toutefois que Kossuth a pu arriver à Constantinople.

— Les deux forteresses tiennent toujours, et la nouvelle que Péterwardein s'est rendu le 28 août ne paraît pas se confirmer.

— Le général Haynau est arrivé à Pesth le 30 août, et aussitôt après son arrivée, on a arrêté les préposés de la commune israélite, les accusant de ce que l'amende pécuniaire, imposée à cette commune, n'avait pas encore été payée.

— Les restes de l'armée hongroise disparaissent peu à peu du théâtre de la guerre. Les troupes qui se trouvaient encore entre Orsova et Mehadia, ont en partie déposé les armes; et deux légions, une polonaise, l'autre italienne, sont entrées en Serbie, où, d'après le *Lloyd*, elles ont été mal reçues, et obligées de se rendre dans l'intérieur de la Turquie.

— Les troupes austro-russes qui occuperont la Hongrie prendront les cantonnements suivants : Le premier corps autrichien, sous le général Schlich, occupera Debreczin; le quartier du général Lichtenstein, avec le deuxième corps autrichien, sera à Pesth; le troisième corps, sous Ramberg, ira à Szegedin. Quant à l'armée russe, elle prendra ses cantonnements dans les comitats slaves avec 35,000 hommes d'infanterie et 18,000 cavaliers. Elle restera sous les ordres du général Rudiger.

—Ce n'est que maintenant, après la soumission des Hongrois, que les Croates doivent entrevoir qu'ils auraient dû ne pas séparer leur cause de celle de la Hongrie. « Nos relations, dit la *Gazette constitutionnelle*, d'après une lettre d'Agram, se compliquent de plus en plus. La constitution octroyée en est le motif. Le conseil administratif de la Croatie a refusé de le publier; le ban a depuis ordonné à son lieutenant civil, M. Lentulay, de passer outre et de publier la constitution autrichienne. En vertu de son pouvoir, M. Lentulay n'a pas voulu en prendre la responsabilité et il a refusé. Cette affaire est revenue devant le conseil qui la discute sans pouvoir arriver à une décision. On craint de refuser pour ne pas attirer sur la Croatie l'état de siége. D'un autre côté, on n'ose pas renverser la constitution que la diète croate a voté l'année passée et qui est diamétralement opposée à la constitution octroyée.

Si le conseil prend ce dernier parti, il pourra avoir pour lui l'opinion de tous les Croates, car la constitution autrichienne qui veut une centralisation de toutes les provinces n'aura pour elle la sympathie d'aucune partie de la Hongrie. Les Croates disent : que l'Autriche forme un seul etat, mais qu'elle ne demande pas l'uniformité de toutes ses provinces. Quant à la Serbie autrichienne, la constitution octroyée a été publiée le 26 août à Semlin par une lecture solennelle dans l'église en allemand et en serbe. On a profité de l'absence de l'archevêque Rajacic, qu'on a mandé à Vienne, pour effectuer cette publication. Mais les Serbes ont aussi voté une constitution qui leur convient et ils ne voudront pas la remplacer par la aonstitution autrichienne. »

La *Gazette nationale* de Berlin donne les détails suivants sur la catastrophe de Vilagos :

Le 10 août, on apprit à Arad la nouvelle de la défaite de Temeswar et de la déroute de l'armée du Sud. Arad se remplit de fugitifs qui avaient jeté leurs armes, d'employés, de commissaires civils et militaires, de femmes de principaux chefs; de munitionnaires, de blessés, qui tous venaient chercher derrière les murs de la forteresse un abri contre les Russes et les Autrichiens arrivant de trois côtés à la fois, Le désordre était au comble; il relâcha même les liens de la discipline parmi les troupes cantonnées à Arad. Beaucoup de députés disparurent dans la nuit du 10 au 11. Les plus résolus et les plus honorables restèrent. Kossuth traversait, la tête baissée sous le poids de ses pensées, les rues de la ville et prenait avec calme les mesures les plus pressées, tenant compte des plus tristes éventualités. Son unique espérance reposait sur Gœrgey.

De l'armée du Sud il ne restait que la légion polonaise. Elle seule avait combattu avec courage, elle seule avait conservé sa discipline et était en état de reprendre la lutte. Gœrgey arriva à Arad dans la nuit, et eut une entrevue avec Kossuth le 11 au matin. La conversation ne pouvait pas être amicale, ils avaient tous deux des reproches à se faire. Gœrgey déclara, dès le commencement de la conversation, que continuer la guerre était impossible. On ne pouvait, disait-il, en y comprenant sa propre armée, très affaiblie, opposer à l'ennemi, fort de 150,000 hommes, que 35,000 hommes de troupes régulières : ce ne serait pas une bataille, mais un massacre. Il avait tenu bon jusqu'à présent, parce qu'il espérait trouver à Arad une force imposante, composée des armées de Dembinski et de Bem; mais, les voyant dissoutes et démoralisées, il croyait de son devoir de se prononcer, en bon patriote, pour une capitulation aussi favorable que possible.

Kossuth ne partagea pas cet avis.

Dans le conseil de guerre qui se réunit après cette entrevue, ce dernier proposa de mettre Bem à la tête de l'armée, Gœrgey désespérant du salut de la patrie. Sa proposition ne fut pas acceptée, c'est ce qui l'engagea à remettre ses pouvoirs entre les mains de Gœrgey. « Celui-là seul qui a la confiance de la majorité, dit-il, a le droit de régner. »

Gœrgey nommé dictateur, Kossuth fut à Radna prendre congé de sa vieille mère. C'est alors qu'il la consola en lui disant que Gœrgey ne négligerait rien pour sauver l'honneur de la nationalité magyare, pour autant que le permettrait la supériorité de l'ennemi, l'indifférence des puissances européennes et la situation de l'armée hongroise. Vers le soir du 11, il vevint à Arad, qu'il quitta avec Szemère, Berthy et Asbot. Le 12 au matin, on lisait affichee dans Arad sa dernière proclamation et la nomination de Gœrgey. Celui-ci tint, le 11 et le 12, conseil avec les généraux de son armée, les autres chefs et les restes du parlement. La majorité fut encore d'avis que continuer la lutte était inutile et serait fatal à la Hongrie. En même temps, on négociait la capitulation avec Rudiger et Paskewitsch. Gœrgey demandait une amnistie complète, il ne put l'obtenir dans toute son étendue, et accepta, le 12, les conditions secrètes que le prince Paskewitsch lui accorda sous la garantie de la Russie. Le 13, il déposa les armes à Vilagos, et se mit à la disposition du général Rudiger. Quant à Kossuth, il avait déjà quitté le pays des hommes d'Arpad, pour vivre immortel, comme un second Rakoczy, dans les cœurs, l'histoire et les *sagas* de son peuple.

AUTRICHE

VIENNE, 3 *septembre*. D'après la *Gazette constitutionnelle*, le mécontentement dans les provinces de la monarchie augmente de jour en jour par suite des procédés arbitraires des employés administratifs. C'est surtout la Gallicie qui ressent tout le poids de la bureaucratie. Les employés autrichiens ne cessent d'y entretenir les animosités des paysans contre leurs anciens seigneurs, et le gouvernement de Vienne, croyant qu'ils lui rendent un serivce politique, les laisse faire. Quant à Vienne, il s'y forme une réaction sérieuse contre la nouvelle organisation et surtout contre le jury parmi les employés des tribunaux et les avocats. On croit que leur opposition est trop prématurée, car les nouvelles institutions ne se trouvent que sur le papier, et l'on doute qu'elles soient jamais mises à exécution.

— On assure qu'il est question d'étendre le monopole du tabac en Hongrie et d'établir dans la monarchie entière un impôt de 3 p. 100 sur le revenu.

— La *Gazette de Prague* annonce que 30,000 Russes se rendront directement de la Hongrie vers le Voralberg.

— Le cabinet de Vienne s'inquiète beaucoup de l'insurrection en Bosnie. Il craint que les chefs de l'armée hongroise ne parviennent à étendre cette levée de boucliers pour lui susciter de nouveaux embarras.

— Le *Correspondant de Nuremberg* parle ainsi de la situation actuelle de l'Autriche : La victoire obtenue sur les Hongrois est au fond une défaite qui amènera pour l'Autriche des suites terribles. Les mots : La Hongrie se met aux pieds de l'empereur Nicolas, voulaient dire : L'Autriche a cessé d'être une puissance indépendante, de premier ordre ; l'Autriche a perdu son point d'appui historique; l'Autriche ne peut plus remplir sa mission internationale.

ITALIE

Piémont. — TURIN, 5 *septembre*. — La Chambre des députés dans sa séance du 4 a discuté la loi sur l'aliénation des rentes. Un amendement déposé par le député Cabella a donné lieu à des débats très prolongés. La question qui ressortait de l'amendement était celle-ci : Lorsqu'une loi a été votée par les deux chambres, le roi, après que le parlement a été dissous, peut-il sanctionner cette loi, et la mettre à exécution ? La discussion a été renvoyée au lendemain sur la demande du député Valerio.

—Le comte Gallina, ministre plénipotentiaire du Piémont à Paris et à Londres est de retour à Turin.

Lombardie. — MILAN. — La *Gazette de Milan* publie une notification en date du 3 septembre, d'où il résulte que le nommé Constantin Rasciala a été condamné à être fusillé pour avoir été trouvé en possession de fusils et de quelques munitions. Par grâce spéciale sa peine a été commuée en cinq ans de fers.

Vénétie. — VENISE. — La *Gazette de Venise* publie l'avis suivant :

« Pour prévenir les fâcheuses conséquences qui pourraient résulter de la remise tardive des armes, munitions et autres objets désignés dans la proclamation du 27 août, le terme fixé est prorogé jusqu'au 2 septembre sept heures du soir.

» La remise de l'épée d'uniforme pour ceux qui ont droit de la porter n'est pas exigée. »

30 *août*. — Venise est remplie de troupes autrichiennes. Le choléra est en décroissance. La garde nationale est dissoute et désarmée. Toutes les infractions seront punies militairement.

La population montre beaucoup de docilité et de soumission. Les Autrichiens ont été reçus froidement mais sans aucun signe de mépris. Quiconque avait un peu d'argent a quitté Venise ; aussi la ville ressemble à un désert peuplé de soldats. Beaucoup de boutiques sont fermées; aucun bourgeois dans les rues, des soldats et toujours des soldats. On dirait une citadelle plutôt qu'une ville riche et commerçante. Quadri, Stieglitz, Lazzari, le jeune et infatigable commentateur de Mario Polo, Pietro Zorsi, l'auteur de Cécilia Baone, sont morts en combattant. Combien d'autres mourront de douleur!

La collecte faite en moins de deux jours pour tous ceux qui devaient émigrer s'est élevée à deux millions de livres. C'est le dernier effort de cette ville héroïque.

Etats romains. — ROME, 21 *août*. — Voici les beaux fruits de la restauration papale. La congrégation de l'*Index* recommence à fonctionner. Pour le moment, ce n'est pas à Rome qu'elle se réunit : c'est à Naples, d'après l'ordre exprès du pape. Singulier gouvernement, éparpillé un peu partout, et rendant ses décrets à l'étranger, tandis que chez lui il a trois ou quatre maîtres! Mais revenons à la congrégation de l'Index. Les éminentissimes et révérendissimes cardinaux réunis dans la patrie du Maccherone et de Polichinelle, après mûr examen, ont mis à l'index la *Constitution selon la justice sociale*, de Rosonini Serbati; le *Jésuite moderne*, par Vincent Gioberti, un autre ouvrage sur les cinq plaies de la Vierge, et l'Oraison funèbre sur les démocrates morts à Vienne.

Il est fait expresse défense aux personnes de tout rang et de toute condition d'éditer les susdits ouvrages en telle langue, en tel pays que ce soit, de les lire, d'en conserver des exemplaires, sous peine de la damnation éternelle. Ainsi soit-il.

Signé : BRIGNOLE.

— Monseigneur Roberto Roberti a été nommé à la présidence de Rome et de la campagne romaine, en remplacement du cardinal Altieri.

Le cardinal Brignole est retourné à Rome.

ANCONE, 25 *août*. — Tommaso Ricci, natif d'Ancône, âgé de 50 ans, catholique, marié, père de trois enfants, cordier, n'ayant jamais subi aucune poursuite, a été traduit devant la commission militaire, pour un poignard et une corcade tricolore trouvés à son domicile, contrairement aux notifications et proclamations des 22 juin et 27 juillet.

Pourquoi Tommaso Ricci a été condamné à mort et fusillé!

Signé : PFANZELTER, général.

Voilà un nouvel échantillon de la *glorieuse modération* de l'Autriche, tant préconisée par M. Thiers.

A la date du 26, le général Pfanzelter invite, par une nouvelle proclamation, tous les habitants a déposer toutes les armes qui sont en leur possession, pour éviter que leurs familles soient en deuil, par une désobéissance obstinée.

BOLOGNE, 29 *août*. — Il y a environ quinze jours, près de cent arrestations ont eu lieu à Lugo. Le comte Borea et l'avocat Strozzi, secrétaires, se sont rendus auprès du commandant autrichien, en lui exposant que le nombre et la qualité des personnes arrêtées mettaient en deuil tout le pays.

Deux jours après, l'ordre est arrivé d'arrêter le comte Borea et M. Strozzi ; mais ceux-ci ayant été avertis à temps, se réfugièrent à Imola. L'évêque de ce pays a obtenu la discontinuation des poursuites.

Etats Napolitains. — NAPLES. — A Reggio en Calabre, et dans toute la Sicile, les arrestations et les exécutions se multiplient tous les jours.

Les Siciliens cherchent tous les moyens de se venger de leurs persécuteurs, et emploient tantôt le poignard, tantôt le bâton. Qui sème la persécution recueille la révolte.

GAETE, 28 *août*.—Il arrive de France note sur note, message sur message. Une correspondance très active a lieu entre M. Rayneval et M. Corcelles, qui est à Castellamare, boudant et restant comme Achille sous sa tente. M. Rayneval, dont la nature conciliante tient beaucoup de la faiblesse, commence pourtant à se tenir sur la réserve. Il va a Rome sans rendre aux cardinaux le moindre hommage. Que résultera-t-il de tout ce bruit? Peut-être rien ; car personne ne peut vaincre en persévérance et en habileté le parti prêtre.

Les Français ont cru pouvoir tout obtenir avec leurs coquetteries diplomatiques. Aujourd'hui il leur sera impossible de faire prévaloir les opinions libérales, et de jour en jour ils trouveront plus d'obstination chez tous ces abbés.

Nous voyons continuellement arriver ici tout ce qu'il y avait de plus exalté dans le parti grégorien : anciens membres des tribunaux militaires, chanceliers de la sainte consulte, agents de police et autres figures *ejusdem generis*. La camarilla surveille tout et se réjouit toutes les fois qu'elle a pu pousser dehors quelques libéraux modérés qui étaient autrefois dans les bonnes grâces de Pie IX.

Le frère et le neveu du pape sont eux-mêmes très surveillés. Toute la parenté de Pie IX, tous ses anciens amis, tous ceux qui avaient été autrefois dans son intimité n'ont plus accès auprès de lui.

La camarilla ne se gêne pas sur le compte de M. de Corcelles, et le président de la République lui-même n'est pas épargné. Il est impossible de répéter les propos de cette tourbe d'abbés et de prélats, tant ils sont injurieux.

Les dépêches de Rome à Gaëte vont directement à Naples où elles restent un jour ou deux en quarantaine dans les bureaux du *cabinet noir*.

On attend avec anxiété ce que M. de Rayneval fera à Rome.

SUISSE.

Berne, 7 *septembre*. — Le conseil fédéral, par sa circulaire du 3 septembre, fait connaître aux cantons le nombre des passeports que le consul suisse à Venise a délivrés aux proscrits qui de cette ville viennent chercher un refuge en Suisse. Ce nombre s'élève à 150 environ; la plupart d'entre eux peuvent vivre de leurs revenus. Les cantons sont invités à les recevoir, et ils ne seront pas sous la surveillance du conseil fédéral. Cependant ce dernier se réserve le droit de les interner et même de les renvoyer quand il le jugera à propos.

L'assemblée fédérale seule a le droit de faire une semblable réserve. Les circonstances extraordinaires où l'injuste inimitié de nos voisins nous a placés la rendent d'ailleurs excusable. Au reste, les réfugiés politiques, nous aimons à l'espérer, sauront comprendre notre situation critique.

— Dimanche dernier, le chef de la compagnie suisse à Venise, M. Debrunner, est arrivé dans ses foyers où il a été reçu aux acclamations du Peuple. Les restes de sa compagnie rentreront dans quelques jours. M. Debrunner a été jusqu'au dernier moment, un père pour ses soldats. Ils apportent presque tous quelques épargnes qu'ils doivent à la justice du gouvernement provisoire de Venise qui, avant de les licencier, leur a payé argent comptant la solde pour tout le temps qu'ils avaient encore à servir.

M. Debrunner, quelque temps avant la capitulation, a été élu au grade de major, et nous sommes fiers de l'annoncer. La direction militaire et le gouvernement provisoire de Venise lui ont accordé les plus honorables témoignages pour la bonne conduite de ses soldats et les services qu'ils ont rendus jusqu'au dernier moment. A ce que dit cet officier, un grand nombre de Vénitiens viendront chercher un asile en Suisse, et Manin se rendra probablement à Zurich.

Tessin. — Le *Republicano* nous apporte une triste nouvelle : il nous annonce que le choléra a pénétré dans ce canton. Sur les derniers jours du mois précédent, un cas assez suspect s'était manifesté à Castello, dans le district de Mendriosio; malheureusement le soupçon est devenu aujourd'hui une certitude. D'après un rapport de cet endroit-là, en date du 1er septembre, 8 cas ont eu lieu dans l'espace de quatre jours, sur lesquels on comptait déjà 4 morts. Le fléau avait déjà paru dans une autre localité.

L'épidémie a été apportée par deux individus venus de Bergame, qui se sont mis en rapport avec leurs familles, sans aucune mesure préalable.

Le gouvernement a donné des ordres pour isoler les malades le plus sévèrement possible, afin d'empêcher la contagion.

Jusqu'ici, il n'y a encore aucun motif sérieux d'alarme.

ILES BRITANNIQUES.

Angleterre. — LONDRES, 8 *septembre*. — *Midi*. Consolidés 92 3/8 1/2 au comptant et pour compte. Ils ferment à 92 1/4 3/8.

Le compte-rendu hebdomadaire de la banque d'Angleterre présente, au 1er septembre, une réserve métallique de 14,776,200 liv. sterl. contre une émission de papier de 18,448,850 liv. sterl.

Un ordre de la reine en conseil, daté du 3 septembre de Balmoral en Ecosse, a ordonné des prières dans toutes les églises de la religion dominante en Angleterre et en Ecosse à l'occasion de la grande mortalité produite par le choléra dans ces pays.

Le temps a été favorable à la récolte des céréales la semaine dernière.

GRÈCE.

ATHÈNES, 18 *août*. — Le ministère grec est en pleine dissolution.

Christidès, ministre de l'intérieur, a été remercié. Le motif de sa chûte est attribué à ce qu'il n'a pas su se concilier la majorité dans le sénat, dans une question traitée en comité secret. On ajoute aussi que ses circulaires relatives aux réfugiés politiques ont été trouvées trop libérales

Tous les journaux parlent de M. Christides comme d'un homme animé des meilleures intentions, rempli de capacité, et qui, s'il n'a pas fait tout le bien qu'il pouvait faire, en a été empêché.

M. Krestenidès lui succédera au ministère de l'intérieur, et laissera à M. Balay le ministère des finances.

Il sera fait probablement d'autres changements de personnes. Les finances sont toujours dans le plus mauvais état.

NOUVELLES DIVERSES.

Le *Moniteur* contient aujourd'hui dans sa partie officielle :

1° Un décret du président de la République qui proroge le conseil général de la Gironde jusqu'au 13 septembre ;

2° Des décrets concernant la nomination de procureurs de la République, de substituts et de juges de paix.

— Hier, le général Baraguay d'Hiliers, l'ex-président de la rue de Poitiers, a traverse notre ville se rendant à Paris. L'arrivée de la malle attire presque toujours quelques curieux aux environs de la poste. Hier ils étaient en plus grand nombre; savait-on le passage de l'illustre personnage, ou bien n'était-ce qu'un fait du basard ?

On y remarquait le vendeur du *Dix décembre* tenant à la main quelques numéros de son journal, qu'il avait en vain essayé de placer dans la matinée. Il était allé aux informations, aussi son visage rayonnait de joie. Dans un moment, pensait-il, tout cela va m'être enlevé et grassement payé pour sûr; et il se livrait à la douce rêverie en attendant que celui qui devait faire son bonheur eût terminé son repas, pour remonter en voiture.

Le malheureux comptait sans son hôte.

Enfin le général paraît.

Notre homme aux journaux, après avoir toussé trois fois dans sa cravate, vient au devant de lui en criant sur un ton que nous nous rappellerons longtemps : Le *Dèx Décembre*, n° du jour, 10 centimes!...

Le général pass outre... Cependant ces cris sont en son intention... ils sont réitérés... Enfin il se retourne.

« J'ai le temps d'apprendre les nouvelles du *Dix Décembre*, dit il avec une indifférence ironique. »

Vous devez juger de la stupéfaction de notre pauvre homme, qui se retira confus comme un renard qu'une poule aurait pris.

Quant aux paroles de l'illustre général, si vous en comprenez le sens, vous nous feriez plaisir de nous l'apprendre. (*Républicain de Lot el-Garonne.*)

— *Strasbourg.* — Ce matin, de bonne heure, il a été procédé, en vertu d'un mandat d'amener délivré par l'autorité judiciaire, à l'arrestation de M. Emile Werber, commis-négociant à Strasbourg. Il paraît que cette arrestation a été motivée par des causes politiques. Il est question d'un nouveau supplément d'instruction judiciaire relative aux événements du mois de juin dernier.

(*Impartial de la Meurthe et des Vosges.*)

— Il vient de paraître un journal hebdomadaire, le *Républicain*, journal de l'arrodissement de Sens; l'excellent esprit dans lequel il est conçu doit lui servir de recommandation auprès de tous les démocrates.

— Il existe dans une ville du comté de Cumberland, en Angleterre, un établissement où les ouvr ers viennent, tous les samedis au soir, se procurer une chemise propre pour le dimanche. Ils doivent commencer par acheter, dans la maison, une première chemise ; le samedi suivant, ils la changent contre une autre, et a nsi de suite. Chaque mutation coûte quinze centimes, cinq centimes de moins que le blanchissage ordinaire.

— Hier vers midi, un homme, jeune encore, est tombé dans la rue Saint Etienne frappé d'une attaque d'épilepsie. Il est resté longtemps au milieu de la rue sans que personne eût le courage de le faire transporter ailleurs. Ah ! si c'eût été un *émeutier*, comme la police aurait été vite là !

(*La Civilisation.*)

— Hier, à quatre heures et demie de l'après-midi, le Palais-de-Justice a été le théâtre d'un a sassinat, conçu et exécuté avec le plus grand sang-froid.

Le nommé Étienne Pierre Renaud, forçat libéré, était détenu à la Conciergerie; il devait paraître prochainement devant les assises, sous l'inculpation de plusieurs vols qualifiés. Il écrivit à M. le juge d'instruction Page de Maisonfort, pour lui demander une audience. Il avait, disait-il, des révélations à lui faire. Ordre fut donné de l'extraire de la prison, et le gendarme Cognon fut chargé de l'amener devant M. le juge d'instruction.

La Conciergerie, comme on sait, communique avec la partie du palais où sont situés les cabinets des juges d'instruction par des corridors souterrains, au bout desquels se trouve un escalier étroit et obscur aboutissant au palier de la 8e chambre. Le gendarme et son prisonnier venaient à peine de franchir la dernière marche, lorsque ce dernier, saisissant le moment où le gendarme se trouvait un peu en avant, lui plongea dans le dos la lame entière d'un couteau qu'il tenait à la main. Renversé par la violence du coup, le malheureux Cognon eut encore, malgré sa blessure, la force de retenir son assassin et d'appeler au secours. Des personnes qui descendaient de l'audience de la 7e chambre accoururent à ses cris et désarmèrent Renaud, qu'ils conduisirent immédiatement devant M. le juge d'instruction.

Interrogé par ce magistrat, Renaud a froidement déclaré qu'il n'avait été poussé à commettre son crime que par le désir de s'évader, et que c'était dans ce but qu'il avait faussement annoncé avoir des révélations à faire à la justice. Mis en présence de sa victime, il est resté impassible, et il n'a trahi par ses paroles ou par son attitude d'autre regret que celui de n'avoir pas réussi.

L'arme dont il s'est servi est un couteau à manche de corne, dont la forme est à peu près celle d'un couteau catalan. Il se l'était procuré dans sa prison ; il était parvenu à le dissimuler aux regards des gardiens lors de sa sortie, et à le tenir tout ouvert sous ses vêtements, pendant le trajet, jusqu'au moment qu'il avait cru favorable pour frapper le gendarme Cognon.

Renaud a été fouillé ; on a trouvé sur lui une somme de 12 fr. et un portrait de femme, enfermé dans un médaillon.

Le gendarme Cognon, qui a montré le plus grand courage dans cette horrible lutte, appartient à la 10e brigade de la gendarmerie de la Seine, casernée rue Saint-Germain des-Prés. Sa blessure est des plus graves. On ignore encore si elle sera mortelle.

L'instruction a été immédiatement commencée par M. le juge d'instruction Page de Maisonfort, assisté de M. le substitut Berriat-Saint-Prix.

— L'académie des Beaux Arts de l'institut, dans sa séance d'hier, a décerné le premier grand prix de sculpture à M. Roguet (Louis), de Saint-Junien (Haute-Loire), élève de MM. Duret et Drolling.

Il n'a pas été décerné d'autre récompense sur ce concours.

— Nous apprenons qu'une dépêche télégraphique arrivée à Brest a donné l'ordre de tenir prêts à partir, le 6 novembre prochain, pour une destination que l'on ignore, la *Pandore*, le *Hussard*, le *Fabert*, l'*Alerte* et deux autres bâtiments dont les noms nous échappent. On pense généralement que cette expédition doit être dirigée vers la Plata.

(*L'Union bretonne.*)

— Le conseil de guerre maritime convoqu é, par décret du président de la République pour juger la conduite de M. Manciet, lieutenant de vaisseau, avant, pendant et après la perte du chebeck le *Chamois* qu'il commandait, s'est réuni à Toulon, le 28 août dernier, sous la presidence de M. le contre-amiral Delasseaux.

Toutes les dépositions ont été en faveur de M. Manciet, aussi le conseil l'a-t il acquitté à l'unanimité des voix.

(*Journal de la Marine.*)

— Une femme malade depuis longtemps s'est tuée avant-hier s ir, dans a rue du Petit-Saint Jean, en se précipitant de la fenêtre d'un troisième étage. On attribue cet acte de désespoir à la persuasion qu'elle était atteinte du choléra. Elle aurait voulu échapper ainsi aux souffrances de la maladie qui n'était pas encore déclarée chez elle. Cette malheureuse a été transportée à l'Hôtel-Dieu dans un état affreux. (*Sémaphore* de Marseille.)

— M. le général Oudinot est arrivé hier à Marseille sur la frégate à vapeur de l'Etat le *Labrador*, commandée par M. Mallet, capitaine de vaisseau. M. le général Oudinot est descendu à l'hôtel d'Orient.

Le *Labrador* a dû repartir dans la nuit pour Toulon.

— M. Jules Faucher, consul de France à Maurice, est descendu à l'hôtel d'Orient.

— M. Paul Daru, représentant du peuple, et jouissant d'une haute influence dans les conseils du gouvernement; a quitté aujourd'hui Paris pour aller, assure-t-on, remplir une importante mission particulière.

— M. P..., ancien militaire, homme d'un caractère rude et inflexible, avait résolu de marier son fils avec l'enfant d'un de ses compagnons d'armes.

Le jeune homme avait conçu d'autres projets, rêvé une autre alliance. Mais, d'une timidité excessive, le pauvre Arthur n'osa résister ouvertement à son père ; ses premiers mots avaient été si brutalement accueillis, qu'il laissa passer tout le mois des fiançailles, soupirant tout bas : Mlle Emma L... prit sa mélancolie pour le symptôme classique de l'amour, et se mit à l'adorer de son mieux.

Quand vint le jour du mariage, on se rendit à la mairie. Arthur était triste et réservé, et semblait mûrir une terrible résolution. Emma était radieuse.

M. le maire de C.. (Morbihan), les préliminaires terminés, adressa au futur la question d'usage : Arthur P..., consentez-vous à prendre pour femme Emma L... ?

Arthur releva lentement la tête, et, d'une voix émue, mais nette et accentuée, répondit : Non !

Emoi général, scandale, tableau.

On se sépare en désordre, les parents, in lignés, demandent des explications à M. P... le père, qui semble frappé d'apoplexie. Quant à Arthur; il s'est sauvé, il est parti pour Paris.

A quelques jours de là, une jeune fille montait rapidement l'escalier d'un hôtel garni, rue Saint-Honoré, elle avait demandé au concierge M. Arthur P., arrivé de la veille. C'était Emma, venue avec son père et M. P. à la recherche du fiancé qui l'avait si indignement outragée ; mais elle était seule. Elle frappa à la porte n° 17, et entra sans attendre de réponse. Le jeune homme était couché et lisait un journal. Emma marcha droit au lit, et tirant de dessous son châle un énorme pistolet d'arçon, que sans doute elle avait dérobé à son père :

« Monsieur, dit-elle à Arthur les yeux flamboyants, vous m'avez outragée, je veux une réparation, je l'exige les armes à la main. Nous retournerons à la mairie de C... tous deux en toilette de mariés, on vous fera la question d'usage, vous direz oui et moi je dirai non. »

Emma brandissait son pistolet à deux mains : c'était un argument; après tout, elle était dans son droit ou à peu près. Du moins tel fut l'avis d'Arthur. Il partit, et partit le jour même avec son père, qui grinça des dents tout le long de la route.

Enfin mardi dernier on se présenta de rechef à la mairie devant le même magistrat. Arthur répondit bravement. Oui, et prépara une physionomie correctement indignée pour entendre la réponse de sa fiancée.

Le maire reprit : Emma L..., consentez-vous? Emma répondit : Oui, du ton le plus naturel. M. P..., le père, est ravi, il assure que cette union, commencée sous de pareils auspices, finira comme les contes de fée.

— La commune de Saint-Romain a été le théâtre d'un de ces événements dont les conséquences presque toujours si épouvantables n'ont encore pu rendre plus prudents tous ceux qui touchent aux armes à feu.

Le nommé Rousselin, domestique dans la ferme de M. Collet, cultivateur, section de Groménil, voulant allumer sa pipe, prend un fusil accroché depuis fort longtemps au dessus d'une cheminée, et à diverses reprises il fait battre la pier. e contre le bassinet sans obtenir de feu.

Il se disposait à raccrocher le fusil, lorsqu'il aperçoit à quelques pas de lui la fille Vasseur, domestique dans la même ferme.

Par une de ces déplorables imprudences qui ont déjà causé tant de catastrophes, Rousselin, armant de nouveau son fusil, couche en joue la malheureuse jeune fille, en lui disant sous forme de plaisanterie : Tiens, si tu étais une maudite Anglaise, voilà comment je te tuerais.

Une détonation se fait entendre et la servante, frappée prespue à bout portant, tombe blessée à mort.

Nous n'avons pas besoin de dire à quel désespoir s'est livré l'imprudent, mais innocent auteur de cet affreux malheur.

— Le 25 du mois dernier, des promeneurs qui suivaient l'avenue de Madrid, au bois de Boulogne, aperçurent avec effroi le corps d'un homme pendu, à l'aide de sa cravate, à un arbre du bord de la route. Ils s'empressèrent de le secourir, car il paraissait donner encore quelques signes de vie. On le dépouilla de ses vêtements, une saignée fut pratiquée, et le succès de ce sauvetage fut tel que le soir même ce malheureux put être reconduit à son domicile, rue de Miroménil.

Comme on le pense bien, ce n'était pas sans avoir obtenu de cet individu, qui déclare se nommer H...., la promesse de ne pas renouveler sa tentative de suicide, que l'on s'était décidé à le laisser à lui-même; mais cette promesse n'était pas sincère, a nsi que le devait justifier l'événement.

Hier, mercredi, des voisins logés au dessus de lui ayant remarqué, en passant sur son palier, qu'une certaine quantité de sang ruisselait par dessous sa porte, y sonnèrent et lui adressèrent l'injonction d'ouvrir. Ne recevant pas de réponse, ils allèrent chercher un serrurier et firent en même temps prévenir le commissaire de police. En pénétrant dans la chambre où couchait le malheureux H...., on le trouva renversé sur le parquet, la gorge tranchée par une profonde blessure faite avec un rasoir qu'il tenait encore à la main.

On attribue cette manie persistante de suicide au chagrin qu'éprouvait le sieur H.... d'avoir été frappé depuis plusieurs mois d'une surdité qui avait résisté à tous les secours de la science.

— Dans une des sessions du conseil général de la Somme, M. Allin a soumis la question de savoir s'il faut renouveler le vœu exprimé l'année dernière, pour qu'une disposition législative autorise les conseils généraux à se réunir spontanément en cas de violation de l'Assemblée législative. La commission a été d'avis que le vœu doit être renouvelé, car l'intervention des conseils-généraux *pourrait, dans un cas donné*, SAUVER LE PAYS. Le conseil adopte cette conclusion.

Jamais les légitimistes n'ont osé agir aussi ouvertement. Mais on sait comment est composé le conseil-général de la Somme, et on ne donne à ses actes que la portée qu'ils méritent.

VARIÉTÉS.

—

SOCIALISME RATIONEL (1).

Association universelle des prolétaires ayant pour but l'anéantissement du paupérisme et des révolutions.

(3e QUESTION).

Cette association éprouvera-t elle actuellement des obstacles qui puissent ne rendre sa réussite possible que pour une époque éloignée ?

Voyons de quels côtés peuvent venir les obstacles; et surtout ne nous faisons point illusion sur leur force.

Les principaux obstacles pourront venir :

D'abord de la difficulté de donner de la publicité à l'association afin d'avoir un nombre considérable d'associés ;

Ensuite d'avoir un nombre suffisant d'associés pour pouvoir, par soi-même, conserver la publicité et parvenir par la démonstration de sa nécessité, à avoir autant d'associés qu'il y a d'individus, les fous exceptés.

Après cela, les difficultés proviendront des journalistes, des lois, du gouvernement, des prêtres, des philosophes, des savants, des artistes, des économistes, des socialistes, des propriétaires et des prolétaires.

La difficulté de donner à l'association une première publicité est immense. Nous allons voir que tous les journalistes, pères de la publicité, sont généralement les ennemis de l'association. Voilà un obstacle presque invincible.

Avoir un nombre suffisant d'associés pour que l'association puisse par elle-même subvenir aux frais du maintien de la publicité est encore un obstacle presque insurmontable. Il lui faut, à cet égard, une revue hebdomadaire pour l'exposition de la théorie, et un journal quotidien pour défendre les théories et prouver, par les circonstances quotidiennes, que leur application est continuellement nécessaire, sous peine de s'enfoncer de plus en plus dans le gouffre de l'anarchie. Or, une pareille dépense nécessite des associés pour ainsi dire innombrables, et d'une bonne volonté pour ainsi dire immuable.

Le journalisme, dont les journalistes sont les esclaves sous peine de ne pas être journalistes, le journalisme, nous l'avons dit, n'a ni cœur ni âme; c'est une association de capitaux. Or, le socialisme rationel attaque la domination du capital et de plus toutes les théories jusqu'à présent soutenues par les journalistes. Le journalisme et les journalistes sont ainsi les ennemis du socialisme rationel et de l'association qui prétend l'établir.

Les lois, pendant toute l'époque d'ignorance, ne sont jamais que ce que les forts, seuls législateurs possibles de cette époque, veulent qu'elles soient. C'est juste, l'ordre alors est nécessairement basé sur la force. Mais pendant la même époque, et lorsque l'examen ne peut plus être comprimé, la force ne peut plus servir de base à l'ordre; aussi les faibles tâchent plus que jamais de devenir forts, et toujours indépendamment de la raison qui, pendant cette même époque. n'a jamais de *criterium* que la force. Il s'en suit que le socialisme rationel, qui veut renverser la domination de la force, aura contre lui les forts et les faibles, les lois faites et les lois à faire. Ce n'est pas très encourageant.

Les gouvernements, les forts, pendant toute cette époque, sont véritablement la loi, dont les lois ne sont alors que les différents masques. Quand la loi réelle, la loi éternelle, la loi réellement rationelle domine, les gouvernements, les forts, sont les esclaves, et, qui plus est, les esclaves volontaires de la loi. Mais jusque-là les gouvernements sont nécessairement les maîtres, les interprètes, les créateurs de la loi, ou, sinon, il n'y a pas de loi, il y a anarchie; le socialisme rationel, qui veut anéantir toutes les lois faites, pour les remplacer par la loi éternelle, expression de la raison éternelle, aura contre lui tous les forts possibles, tous les gouvernements alors possibles.

Pendant l'époque d'ignorance, et tant que l'examen peut être comprimé, les prêtres sont unis. Ce sont eux alors qui sont les forts, qui font la loi et sont le gouvernement. Lorsque l'examen ne peut plus être comprimé, ils cessent d'être unis, excepté sur un seul point, la réalité de l'antropomorphisme, lui-même sapé par l'examen.

Le socialisme rationel veut renverser l'antropomorphisme, personnification, symbole de la justice éternelle, pour faire dominer la réalité, la raison éternelle, expression de la justice éternelle. Le socialisme rationel veut renverser le gouvernement des forts, qu'ils soient prêtres ou qu'ils soient comédiens.

Le socialisme rationel aura contre lui les prêtres de toutes les religions possibles, les comédiens de toutes les comédies possibles.

Les philosophes, depuis l'origine du monde, sont divisés sur tous les points possibles, excepté sur un seul : la réalité du panthéisme ayant pour symbole logomachique l'*âme universelle*. Le socialisme rationel a pour mission d'anéantir le panthéisme, mille fois plus absurde, s'il est possible, que tous les antropomorhismes possibles. Le socialisme rationel aura pour ennemis toutes les philosophies et tous les philosopes jusqu'alors possibles.

Le panthéisme n'est que le matérialisme auquel la prétendue philosophie a donné pour masque le galimathias *âme universelle*. La prétendue science actuelle a réduit le matérialisme à l'état d'une prétendue démonstration. Tous les prétendus savants, sans en excepter un seul, sont actuellement matérialistes, ou sinon ils ne sont que des usurpateurs du nom de savants, que la prétendue science actuelle renvoie dans une des mille loges du mysticisme. Le socialisme rationel a pour mission d'anéantir ce matérialisme. Le socialisme rationel aura pour ennemis tous les savants jusqu'à présent possibles, et qui plus est, tous les mystiques, tous les fous jusqu'à présent possibles.

Ces artistes, au premier rang desquels se trouvent les poètes, n'ont eu jusqu'à présent de base possible que la fiction, tranchons le mot, que le mensonge. C'est juste : en époque d'ignorance il n'y a de vérité que la force, et les artistes qui, sans contredit, sont les plus belles organisations dans tous les genres, ont de la repugnance à se soumettre à la force brutale. Ils ont ainsi été obligés de colorer la force, de mensonge. Puis comme le mensonge est multiple à l'infini, ils ont été obligés de rester dans le vague, et chacun d'eux s'est imaginé que le vague en général, qu'ils ont surnommé du nom Charentonesque que d'idéal, est l'essence de la poésie, est l'essence de l'art. Vouloir les chasser du vague, c'est, selon eux, vouloir les anéantir.

Le socialisme rationel a pour mission de détruire le vague, de détruire l'idéal, de le reléguer à Charenton, d'où il est sorti. Le socialisme rationel aura pour ennemis tous les artistes aujourd'hui possibles.

Les économistes ont pour Dieu CE QUI EST, abstraction faite du droit. Selon eux, tout point de droit est toujours *plus ou moins* dans le domaine de l'opinion : et cela doit toujours être. Selon eux, les épargnes des riches se font aux dépens des pauvres : et il faut toujours qu'il en soit ainsi. Selon eux, tous les ans une partie de la population doit mourir de besoin, même au sein de la nation la plus prospère : et cela est bien, et doit rester éternellement bien. Le socialisme rationel a pour mission de prouver : que tout ce qui est actuellement a été bien pour le passé, mais est mal pour l'actualité et pour l'avenir; que le droit ne doit plus rester dans le domaine des opinions, parce qu'il est désormais impossible de proscrire, sur le droit, toutes les opinions moins une; et qu'en dehors de l'unité d'opinion sur le droit il n'y a de possible que l'anarchie; que les épargnes des riches ne doivent plus être faites aux dépens des pauvres, parce que désormais il est impossible d'empêcher les pauvres d'examiner; que même il ne doit plus y avoir de pauvres, parce que, tant qu'il y a des pauvres, ils sont nécessairement en immense majorité; qu'il est impossible, actuellement, de le leur cacher, d'empêcher qu'ils n'en soient mécontents; et que vouloir maintenir l'ordre compatible avec l'immense majorité de mécontents est une charentonade à nulle autre pareille; que l'organisation sociale actuelle, source nécessaire de paupérisme, doit être renversée, etc., etc., etc. Il est évident que le socialisme rationel aura pour ennemis tous les économistes possibles.

Tous les socialistes qui ont existé depuis l'origine du monde, SANS EXCEPTION AUCUNE, ont tous basés leurs systèmes de réorganisation sociale, soit sur l'antropomorphisme, soit sur le panthéisme, soit sur le droit divin soit sur le droit naturel. Le socialisme rationel a pour mission d'anéantir et l'antropomorphisme et le Panthéisme, et le droit divin et le droit prétendu naturel. Le socialisme rationel aura pour ennemis tous les socialismes qui ont pu exister jusqu'à présent.

Les propriétaires, presque sans exception aucune, s'imaginent que puisque le sol, depuis l'origine des cités, a toujours été aliéné à des individus, il doit rester éternellement aliéné à ces individus, sous peine de retomber dans l'absence de cités, dans la sauvagerie. Le socialisme rationel a pour mission de prouver que désormais, et sous peine d'anéantissement de toute cité, le sol doit appartenir à la propriété collective. Le socialisme rationel aura pour ennemis la presque totalité des propriétaires.

Les prolétaires, presque sans exception aucune, sont soumis aux influences, soit du journalisme, soit des lois, soit du gouvernement, soit des prêtres, soit des philosophes, soit des savants, soit des artistes, soit des économistes, soit des socialistes, soit des propriétaires. Le socialisme rationel a pour mission de prouver : que journalisme, lois, gouvernements, prêtres, philosophes, savants, artistes, économistes, socialistes et propriétaires sont dans l'erreur. Le socialisme rationel aura pour ennemis la presque totalité des prolétaires.

Nous aimons à croire que personne ne nous accusera d'avoir affaibli la valeur des obstacles que le socialisme rationel devra vaincre pour triompher. Les obstacles sont tels, que le socialisme rationel doit paraître ne pouvoir s'établir, ni actuellement, ni dans l'avenir. Peut-être même serons-nous accusé, soit d'imprudence, soit d'impudence, pour avoir ainsi énuméré des obstacles qui, dans leur ensemble, comprennent pour ainsi dire la société tout entière, et cependant de vouloir les vaincre. Qu'importent ces accusations? l'essentiel est de savoir où se trouve la vérité. C'est ce que nous allons rechercher.

COLINS, chef d'escadron.

(*La suite prochainement.*)

(1) Voir les numéros des 5 et 6 septembre.

L'un des Rédacteurs Gérant : ALPHONSE HERMANT.

SPECTACLES DU 10 SEPTEMBRE 1849.

THÉATRE DE LA NATION. — La Favorite.

THÉATRE-FRANÇAIS. — Valérie, la Chute de Séjan.

OPÉRA-COMIQUE. — Gilles ravisseur, Haydée.

SECOND THÉATRE-FRANÇAIS. — La Jeunesse du Cid, le Trembleur.

THÉATRE-HISTORIQUE. — Le Chevalier d'Harmental.

VAUDEVILLE. — Le Congrès de la Paix, Sous le Masque, Pas fumée sans feu, Le Troisième numéro de la Foire aux Idées.

VARIÉTÉS. — Les Caméléons, Eva, les Parens de ma femme, Lorettes et Aristos.

GYMNASE. — Les Sept Billets, la famille Riquebourg, Quitte pour la Peur, Gardée à vue.

THÉATRE MONTANSIER. — Le Groom, un Oiseau de passage, la Fille de Dominique, l'Almanach des 25,000 adresses.

PORTE SAINT-MARTIN. — L'Etoile du Marin, l'Hôtel de la Tête Noire.

AMBIGU-COMIQUE. — Le Juif Errant.

GAITÉ. — La Sonnette du Diable, Moulin Joli.

FOLIES-DRAMATIQUES. — Les Cascades de Saint-Cloud, Œil et Nez, Mme Grégoire, le Cauchemar de son propriétaire.

DÉLASSEMENTS-COMIQUES. — L'avocat sans cause, aux Innocents les mains pleines, Phœbus et Borée, Paris l'été.

THÉATRE-CHOISEUL. — Les Talismans du Diable.

THÉATRE DU LUXEMBOURG. — La Nuit du 16 avril, une Nuit au Château, le docteur Robin, l'Avocat pédicure.

CIRQUE-NATIONAL. — Champs-Elysées. — Ouverture à 8 heures, Soirée équestre.

PARIS. — Imprimerie centrale des chemins de fer de NAPOLÉON CHAIX et Ce, rue Bergère, 20.